



**S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS**

Intervention lors de la journée de conclusion des Assises des métiers de l'ingénieur

3 juillet 2013

Nous prenons acte des discours particulièrement enthousiastes et mobilisateurs des deux ministres (Mme Duflot et M. Martin)

- Oui, l'État moderne doit être actif dans l'accompagnement de la transition environnementale et énergétique
- Oui, les missions de l'État doivent évoluer pour répondre à la réalité de la décentralisation et à une demande sociale plus exigeante dans le partage de l'information et des décisions
- Oui, l'État a un rôle essentiel à jouer comme régulateur, et pour reprendre l'expression de Cécile Duflot, a un rôle pour « réparer » les inégalités territoriales
- Oui, les ingénieurs et les autres intervenants de la filière technique ont pleinement leur place dans cet État moderne, stratège, « engagé et militant » pour reprendre l'expression de Philippe Martin. Des ingénieurs dont les origines et les formations diversifiées s'enrichissent mutuellement et peuvent contribuer ainsi à une expertise collective de haut niveau.

Ces discours nous sont forcément très agréables, peut-être même un peu trop. Nous relevons, en effet, deux contradictions majeures :

1/ Comment concrétiser de telles ambitions avec des moyens en diminution vertigineuse ? La ministre Mme Duflot a dénoncé ce matin les « suppressions d'effectifs brutales ». Elle ignore sans doute que le rythme de suppression ne faiblit pas. D'ailleurs, sa collègue Mme Batho vient d'être débarquée, sans ménagement, pour avoir osé dénoncé ce grand écart.

2/ Comment favoriser les mobilités et proposer des parcours diversifiés et valorisants aux ingénieurs ? Nous prenons acte de la décision de ne pas donner suite à la fusion « à marche forcée » (citation de Mme Duflot) et au rabais qui étaient initialement proposés. Il n'en reste pas moins qu'un objectif de fluidité ne fait pas bon ménage avec la vieille gestion des RH par corps que la CFDT a toujours dénoncé pour son immobilisme et sa rigidité.

Nous proposons :

1/ que les arbitrages budgétaires soient revus pour être à la hauteur des ambitions affichées par nos ministres,

2/ que soit réaffirmée clairement la place des ingénieurs et de l'ensemble de la filière technique dans nos ministères et leurs établissements,

3/ qu'une réflexion porte sur la nécessaire disparition du plafond de verre,

4/ et que la mobilité soit une priorité ; et donc qu'une réflexion permette rapidement la levée des obstacles de gestion entre employeurs, ministères fonction publique d'État et fonction publique territoriale.

Alors des ambitions, voire une fusion des corps d'ingénieurs, pourquoi pas ? Mais allons au bout, tout au bout de ces logiques, et en cas de fusion, il faut aller jusqu'à un corps unique d'ingénieurs comprenant les ingénieurs dits « de travaux » y compris ceux des mines ainsi que les IPEF.